

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le : 06 DEC. 2024**
- **publication le : 06 DEC. 2024**

Rapport présenté par G. HUG

| | |
|--|-----------------------------|
| Session ordinaire | Début : 15h30 / Fin : 18h00 |
| Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le | 22/11/2024 |
| Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le | 22/11/2024 |
| Présidence | Gérard HUG |
| Secrétaire de séance | Jean-Laurent KISTLER |

| | | |
|-------------------------|----|---|
| Délégués statutaires | 16 | |
| Délégués présents | 8 | Myriam PARIS – Bertrand BURGER – Franck FAVRE – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Jean-Laurent KISTLER – Hervé KRIEGER |
| Procurations | 5 | Franck FAVRE – procuration de Céline KERN-BORNI Odile UHLRICH-MALLET – procuration de Éric STRAUMANN Jean-Laurent KISTLER – procurations de Yann QUIQUANDON et Lionel ROUILLON Hervé KRIEGER – procuration de Nicolas BRUTIN |
| Absents non représentés | 3 | Lucien MULLER – Christelle LEHRY – Christian ZIMMERMANN |

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION, L'EXPLOITATION,
L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU DOMAINE INDUSTRIAL-
PORTUAIRE DU PORT RHENAN DE COLMAR / NEUF-BRISACH**

TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DU QUAI HISTORIQUE

Le procès-verbal de constat d'huissier dressé le 10/08/2021 à la demande de la SEMOP Port Rhénan de Colmar Neuf-Brisach, a relevé en son §5 un affaissement de la plateforme de quai ainsi que des dommages en son bord. Or, le Contrat de Délégation de Service Public entre la SEMOP et le Syndicat pour l'exploitation, la gestion et le développement du Port Rhénan Colmar Neuf-Brisach, en vigueur depuis le 01/04/2021, et notamment son article 28.1, stipule que l'ensemble des biens mis à disposition (terrains, ouvrages, équipements, matériels et installations précisés à l'annexe 16) du Délégataire par le Délégant sont en bon état d'entretien et d'usage et permettent l'exécution de la convention.

Il a ensuite été réalisé une expertise technique pour remise en état qui a confirmé que les désordres structurels de l'ouvrage du quai du Port Rhénan ont un caractère d'urgence (classe 3U du guide IQOA) compromettant la stabilité d'ensemble avec une évolution rapide et contraignant la mise en sécurité immédiate de la zone dangereuse pour l'exploitation (200m de quai et terre-plein condamnés) nécessitant des travaux de réparation d'urgence.

L'investissement nécessaire à la réparation des dommages a été estimé à environ 3,6 M€ en octobre 2024 par l'entreprise SOFID avec la proposition d'un phasage des travaux à effectuer :

- La réfection d'étanchéité du perré et la réhabilitation du terre-plein ;
- Le renforcement des fondations et le remplacement des murs de quai déplacés.

Un dossier de subvention a été déposé auprès des services de l'État dans le cadre du Fonds d'Amorçage Fessenheim (accusé de réception du SGARE en date du 25 octobre 2024).

Cette première phase de travaux comprend la réparation du perré et du terre-plein pour un montant de 1 193 987 € HT. En effet, la zone à traiter a été jugée prioritaire car elle est la plus dégradée et génère des contraintes d'exploitation et de sécurisation telles que l'impossibilité d'y faire circuler la grue sur rail du port ou plus généralement des risques pour la circulation des engins de manutention en raison de l'affaissement de la plateforme.

Le Fonds d'Amorçage Fessenheim subventionne cette première phase à hauteur de 600 000 €. Le Syndicat prendrait à sa charge le reliquat, soit 593 987 €.

Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SEMOP est en cours d'élaboration et sera présentée lors du Comité Syndical du mois de janvier 2025.

Les travaux sont soumis à un dossier de déclaration Loi sur l'eau et à un dossier auprès d'EDF.

À l'occasion de ce point, le Président aborde également la question du financement des différentes phases de travaux à prévoir. Une piste de financement pourrait consister à diminuer le remboursement de la dette historique des anciens membres de l'Établissement Public en fléchant une partie des sommes dues au prorata des apports initiaux.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

- **VALIDE** la première phase de travaux de réaménagement du quai historique pour un montant de 1 193 987 € HT ;
- **VALIDE** le plan de financement qui prévoit une subvention de l'État au titre du Fonds d'Amorçage Fessenheim pour un montant de 600 000 € et un reste à charge de 593 987 € pour le Syndicat ;
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **AUTORISE** le Président à engager des discussions avec les anciens membres de l'Établissement Public pour le cofinancement des travaux de remise en état du quai historique.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

